

En Hongrie, la dérégulation des heures supplémentaires déclenche une protestation sociale

jeudi 28 février 2019, par [LEOTARD Corentin](#) (Date de rédaction antérieure : 18 février 2019).

« Crions tous ensemble, « nous ne serons pas des esclaves ! » », « N’ayons pas peur de leur dire, « nous ne serons pas des esclaves ! » ». Froid polaire, mais chaude ambiance, samedi 5 janvier, à Budapest, la capitale hongroise, où a défilé un grand cortège d’environ 10.000 personnes, depuis la Place des Héros jusqu’au monumental parlement néogothique qui domine le Danube. Pour la troisième fois depuis la mi-décembre, syndicats, partis politiques et organisations civiles manifestaient en se serrant les coudes contre le gouvernement nationaliste du Premier ministre Viktor Orbán, aux commandes de la Hongrie depuis 2010.

« Nous, on va à l’usine, eux au château ». Ce slogan inscrit sur une pancarte brandi dans le cortège est explicite : la foule proteste à la fois contre une loi de « flexibilisation » des heures supplémentaires et contre l’autoritarisme croissant du pouvoir. Après une troisième victoire électorale d’affilée aux élections législatives au mois d’avril 2018, il a pu reconduire la « super-majorité » des deux-tiers qui lui permet de gouverner sans entraves depuis 2010 et relancé son projet de loi controversé auquel il avait renoncé un an et demi auparavant sous la pression syndicale.

Paradoxe au pays de « l’illibéralisme », c’est une loi d’inspiration très néolibérale, adoptée dans une ambiance chaotique par le Parlement le 12 décembre et entrée en vigueur le 1^{er} janvier, qui a suscité la colère. Elle prévoit de relever le seuil maximum d’heures supplémentaires de 250 à 400 heures par an, ainsi que la possibilité pour les employeurs de ne les rémunérer qu’au terme de trois années. Viktor Orbán l’a défendue comme un moyen de « lever des obstacles administratifs stupides » pour permettre à ceux qui le souhaitent de « travailler plus pour gagner plus », selon l’antienne de l’ancien président français Nicolas Sarkozy, avec qui il entretient les meilleures relations.

La « société du travail » contre l’État-providence

Les syndicats ne partagent pas cet avis. La plus importante centrale syndicale du pays, MASZSZ (Magyar Szakszervezeti Szövetség), considère qu’elle « entraînera dans la pratique une vulnérabilité excessive des employés et à un déséquilibre encore plus grand de la balance au profit des employeurs ». Les quatre millions et demi de salariés hongrois (pour à peine dix millions d’habitants) travaillent déjà quarante heures par semaine et craignent de devoir faire encore plus à l’avenir, pour des salaires encore très inférieurs à ceux de l’ouest de l’Europe. Après une hausse de 8 % au 1^{er} janvier, le salaire minimum s’établit à 149.000 forints bruts pour les employés non-diplômés (460 euros) et 195.000 forints pour les diplômés (610 euros).

Rapidement, tous les partis politiques que compte l’opposition se sont élevés contre ce qu’ils nomment la « loi esclavagiste ».

Divisés selon des lignes idéologiques et générationnelles, les dirigeants de l'opposition ont mis les divergences et les égos de côté pour faire front commun : en tout début d'année, le Parti socialiste (MSZP), le petit parti de gauche Dialogue, le parti de jeunesse Momentum, les sociaux-démocrates de la Coalition démocratique (DK), et même le Jobbik (un parti d'extrême-droite qui s'est recentré) ont scellé leur nouvelle alliance contre le Fidesz de Viktor Orbán, lui promettant « une année 2019 d'opposition ». Etouffés par une propagande identitaire agressive, ils se sont saisis de cette opportunité pour redevenir audible sur le terrain social.

Le libéralisme a échoué, les démocraties libérales occidentales ont échoué, la crise de 2008 l'a montré. Tel est le constat de Viktor Orbán. La Hongrie, elle, « sera basée sur une société du travail », pas un État-providence. Voilà son projet, dévoilé à la fin du mois de juillet 2014, dans le discours passé à la postérité depuis, dans lequel il annonçait l'avènement de « l'illibéralisme » en Hongrie, qui essaime aujourd'hui en Europe. Cette « société du travail » fait peu de cas des droits des travailleurs. Un nouveau code du travail entré en vigueur le 1^{er} juillet 2012 a diminué la protection des salariés, restreint le droit de grève et marginalisé le rôle des syndicats dans le dialogue social.

L'industrie allemande dans le viseur

Le Fidesz est piégé. Comme les autres pays de l'Europe centrale, la Hongrie manque cruellement de bras pour faire tourner son économie. Le ministre de l'Economie Mihály Varga avait estimé à l'été 2016 que le pays a « un besoin urgent » d'importer 200.000 travailleurs étrangers et la situation s'est encore détériorée depuis sous l'effet de l'émigration vers l'Ouest du continent. L'Institut de démographie hongrois estime ainsi que 600.000 Hongrois ont quitté le pays depuis le début des années 2010, essentiellement pour l'Autriche, l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Mais les dirigeants refusent de faire appel à des travailleurs immigrés, comme l'a répété à de multiples reprises le Premier ministre Orbán, « la Hongrie doit compter sur ses propres ressources ». Quitte à faire travailler davantage les salariés hongrois.

Le Parti socialiste et le Jobbik accusent le gouvernement d'avoir bradé l'intérêt des travailleurs hongrois au profit des investisseurs allemands, de loin les plus importants en Hongrie (un quart de son commerce extérieur se fait avec l'Allemagne, son principal partenaire économique). Ils n'en détiennent pas la preuve, mais se disent convaincus que la « loi esclavagiste » est un renvoi d'ascenseur au constructeur automobile BMW qui a annoncé, à la fin du mois de juillet, la construction d'une usine près de Debrecen, dans l'est du pays, pour un investissement total d'un milliard d'euros.

« Derrière les grands discours, le Fidesz trahit le peuple aux profits des multinationales », déclare un homme d'une cinquantaine d'années, à l'unisson de son parti le Jobbik, dont il tient un drapeau qui émerge de la foule.

À l'origine de cette accusation, il y a une déclaration malencontreuse du ministre hongrois des Affaires étrangères, Péter Szijjártó, qui avait fait valoir, lors d'un déplacement le 26 novembre à Düsseldorf, que le projet de loi était « salué par les entreprises du Baden-Wurttemberg » et attendu depuis plusieurs années par le patronat allemand. Particulièrement exposés à la dérégulation des heures supplémentaires, les ouvriers des chaînes d'assemblage de l'usine Audi de Győr, dans l'ouest du pays, avaient rétorqué un « Nein, danke ! » (« non merci ! ») au projet du gouvernement.

La loi sur les heures supplémentaires a en effet catalysé un mécontentement social plus général. Plusieurs syndicats de la fonction publique en appellent à une grève générale, car les enseignants, les employés de l'administration et les policiers sont déjà astreints à un grand nombre d'heures supplémentaires. La victoire des salariés d'Audi qui ont décroché, le 31 janvier, une augmentation des salaires de 18 % pour cette année, au terme d'une semaine de grève historique en Hongrie, leur

a montré la voie à suivre. « Ce gouvernement est horrible, il rogne sur les droits de travailleurs et sur les droits tout court », estime Lajos, 65 ans, professeur de biologie à la retraite, présent dans la petite foule de 2.000 personnes qui s'est réunie au pied du château de Buda, lors d'une énième manifestation, samedi 19 janvier. Une journée d'actions durant laquelle les syndicats ont échoué à « bloquer le pays », comme ils le souhaitent, mais qui a vu essaimer la contestation dans des dizaines de petites villes du pays et le long des routes. Dans des endroits où l'on n'avait plus manifesté depuis parfois une décennie.

Corentin Léotard

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Equal Times

[<https://www.equaltimes.org/en-hongrie-la-deregulation-des>]